

Art. 2. La Régie des Voies aériennes est représentée et gérée par le Ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions.

Le Ministre a qualité pour accomplir tous actes de gestion sous les réserves reprises dans le présent statut.

Sous réserve de l'application des dispositions reprises à l'article 21 du présent statut, il établit et arrête les programmes d'activité ainsi que tous les règlements de la R.V.A.

Il nomme et révoque les avocats et autres conseils de la R.V.A. et fixe leurs honoraires.

Il fixe le montant des jetons de présence et des frais de déplacement des présidents et des membres du comité consultatif, les indemnités des rapporteurs et secrétaires du comité consultatif et du secrétaire du comité de sécurité.

Art. 3. Il est institué, à la Régie des Voies aériennes, un comité consultatif ayant pour mission :

1. de donner son avis sur :
 - a) le projet de programme d'activité;
 - b) toutes les opérations immobilières;
 - c) les budgets;
 - d) les emprunts;
 - e) le statut, les cadres et barèmes du personnel;

2. d'instruire toute affaire et de donner son avis sur toute question que lui soumet le Ministre ayant l'aéronautique civile dans ses attributions;

3. de faire au dit Ministre toute suggestion utile en vue de la réalisation de l'objet de la R.V.A.

Le Comité consultatif est composé de dix-neuf membres, de nationalité belge, nommés pour six ans, par le Roi, sur proposition du Ministre ayant l'aéronautique dans ses attributions. Il est présidé par le secrétaire général du département qui a l'aéronautique civile dans ses attributions.

Ce Comité est composé de :

- 1° deux conseillers représentant l'aéronautique civile;
- 2° deux conseillers représentant le Ministre de la Défense nationale;
- 3° deux conseillers représentant le Ministre ayant l'Enregistrement et Domaines et la Trésorerie dans ses attributions;
- 4° un conseiller représentant le Ministre ayant le Budget dans ses attributions;
- 5° cinq conseillers représentant les grandes agglomérations urbaines;
- 6° deux conseillers choisis après consultation des organismes belges exploitant des transports aériens;
- 7° cinq conseillers choisis après consultation des organisations syndicales les plus représentatives du personnel.

A chacun des dix-neuf conseillers est désigné un suppléant dont le mandat est également de six ans.

Le Comité consultatif est convoqué par le président ou à la demande de trois conseillers au moins.

Les conseillers, nommés en lieu et place des membres décédés, démissionnaires ou révoqués, achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Les membres sortants peuvent être renommés.

Le mandat des conseillers cesse quand ils ont atteint l'âge de 65 ans.

Des jetons de présence peuvent être payés aux président et membres du Comité consultatif.

Il est loisible au Comité consultatif de répartir ses membres en plusieurs commissions et de désigner des rapporteurs.

Le Comité consultatif désigne un ou plusieurs rapporteurs ainsi qu'un ou deux secrétaires choisis au sein ou en dehors du Comité.

Il peut inviter le directeur général de la R.V.A. à assister à ses séances.

Art. 4. Le Comité consultatif délibère valablement lorsque dix membres sont présents. Si le conseil n'est pas en nombre, une seconde séance, tenue au plus tard dans la quinzaine, avec le même ordre du jour que le premier, peut valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 2. De Régie der Luchtwegen is vertegenwoordigd en beheerd door de Minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort.

De Minister is bevoegd om alle daden van beheer te verrichten onder het bij dit statut voorzien voorbehoud.

Onder voorbehoud van de toepassing van de beschikkingen van artikel 21 van dit statut, maakt hij de werkprogramma's, alsmede al de reglementen van de R.L.W. op, en stelt ze vast.

Hij benoemt de advocaten en andere raadsheren van de R.L.W. en zet ze af, en bepaalt hun ereloon.

Hij bepaalt het bedrag van de presentiegelden en van de verplaatsingskosten van de voorzitter, en de leden van het Comité van Advies, de vergoedingen van de verslaggevers en de secretarissen van het Comité van Advies, en de secretaris van het Veiligheidscomité.

Art. 3. Bij de Régie der Luchtwegen wordt een Comité van Advies opgericht dat als opdracht heeft :

1. zijn advies te geven over :
 - a) het ontwerp van werkprogramma;
 - b) al de onroerende verrichtingen;
 - c) de begrotingen;
 - d) de leningen;
 - e) het statuut, de kaders en de wedde- en loonschalen van het personeel;
2. alle zaken te onderzoeken en advies uit te brengen over elke kwestie die er aan voorgelegd wordt door de Minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort;
3. aan bedoelde Minister alle suggestie te doen met het oog op de verwezenlijking van het doel der R.L.W.

Het Comité van Advies is samengesteld uit negentien leden, van Belgische nationaliteit, door de Koning voor zes jaar benoemd op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de luchtvaart behoort. Het wordt voorgezeten door de secretaris-generaal van het departement waaronder de burgerlijke luchtvaart ressorteert.

Dat comité is samengesteld als volgt :

- 1° twee adviseurs die de burgerlijke luchtvaart vertegenwoordigen;
- 2° twee adviseurs die de Minister van Landsverdediging vertegenwoordigen;
- 3° twee adviseurs die de Minister vertegenwoordigen tot wiens bevoegdheid de Registratie en Domeinen en de Thesaurie behoren;
- 4° een adviseur die de Minister vertegenwoordigt tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort;
- 5° vijf adviseurs die de grote stadsagglomeraties vertegenwoordigen;
- 6° twee adviseurs gekozen na raadpleging van de Belgische organismen die luchtvervoerdiensten exploiteren;
- 7° vijf adviseurs verkozen na raadpleging van de meest representatieve syndicale organisaties die het personeel vertegenwoordigen.

Voor ieder der negentien adviseurs wordt een plaatsvervanger aangesteld wiens mandaat insgelijks zes jaar duurt.

Het Comité van Advies wordt bijeengeroepen door de voorzitter of op verzoek van ten minste drie adviseurs.

De adviseurs die in de plaats van overleden, ontslagen en/of afgezette leden worden benoemd, voleindigen het mandaat van hen, die ze vervangen.

De uittredende leden kunnen opnieuw benoemd worden.

Het mandaat der adviseurs houdt op als zij de leeftijd van 65 jaar bereikt hebben.

Aan de voorzitter en de leden van het Comité van Advies kan presentiegeld worden betaald.

Het staat het Comité van Advies vrij, zijn leden in verschillende commissies te verdelen, en verslaggevers aan te stellen.

Het Comité van Advies stelt een of meer verslaggevers aan, alsmede een of twee secretarissen, gekozen uit of buiten de leden van het comité.

Het kan de directeur-generaal der R.L.W. verzoeken, zijn vergaderingen bij te wonen.

Art. 4. Het Comité van Advies beraadslaagt geldig wanneer tien leden tegenwoordig zijn. Indien de Raad niet in getal is, kan een tweede vergadering, uiterlijk binnen veertien dagen te houden, met dezelfde agenda als de eerste, geldig beraadslagen om het even hoeveel leden aanwezig zijn.

En cas de partage des voix, celle du président ou de celui qui le remplace est prépondérante.

Art. 5. Le directeur général, nommé et révoqué par le Roi sur proposition du Ministre qui a l'Administration de l'Aéronautique dans ses attributions, est chargé de la gestion courante.

Il peut déléguer ses pouvoirs conformément au règlement d'ordre intérieur.

Le Ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions peut déléguer certains de ses pouvoirs au directeur général.

Art. 6. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou suivies au nom de la Régie, poursuites et diligences du Ministre ayant l'aéronautique civile dans ses attributions.

Art. 7. § 1. La R.V.A. est autorisée à conclure des emprunts sous quelque forme que ce soit.

§ 2. La R.V.A. est autorisée à contracter pour le terme qu'elle juge indispensable, pour toutes les fournitures et tous les travaux qui lui sont nécessaires.

Elle ne peut traiter de gré à gré que dans les cas où l'Etat jouit de cette faculté sauf dérogation à approuver par le Ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions.

§ 3. Le statut du personnel ne préjudiciera en rien aux droits acquis par les agents de la régie nommés à titre définitif avant sa mise en vigueur.

Art. 8. Il est institué un comité de sécurité aérienne qui a un droit illimité de contrôle et de surveillance en vue d'assurer la stricte observance des lois, arrêtés et règlements en matière de navigation aérienne.

Il peut prendre connaissance, sans déplacement, de tout document ayant trait à l'exploitation des aérodromes. Il communique ses observations au Ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions.

Ce comité est présidé par le secrétaire général du Ministère auquel ressortit l'aéronautique civile. Il comprend, en outre, trois commissaires, nommés pour six ans, par le Roi, sur proposition du Ministre ayant l'aéronautique civile dans ses attributions.

Deux au moins des commissaires doivent appartenir à l'administration de l'aéronautique civile.

Le mandat des commissaires de sécurité est de six ans et est renouvelable. Des jetons de présence peuvent être alloués au président et membres du Comité de sécurité.

Le Comité de sécurité désigne son secrétaire dans ou en dehors de son sein et propose l'indemnité lui revenant.

Art. 9. L'Etat peut mettre des fonctionnaires et agents à la disposition de la R.V.A.

Art. 10. Le Roi peut conférer à des agents de la R.V.A. la qualité d'inspecteur de police dans les conditions prévues par la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne.

Art. 11. L'Etat cède à la R.V.A. les immeubles à usage d'aérodrôme et leurs dépendances.

Il cède également à la R.V.A. les meubles et immeubles qui sont actuellement mis à la disposition des services dont l'activité sera reprise entièrement par ladite régie.

Ces cessions feront l'objet d'un acte de transfert à passer devant un fonctionnaire de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, à l'intervention des Ministres compétents ou de leurs délégués et des représentants de la R.V.A.

Art. 12. La R.V.A. pourra acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans ce cas, à l'intervention de l'Etat, tous les immeubles jugés nécessaires à la réalisation de sa mission.

Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter, of van degene die hem vervangt, beslissend.

Art. 5. De directeur-generaal, die door de Koning benoemd en afgezet wordt op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der Luchtvaart behoort, is belast met het dagelijks bestuur.

Hij kan zijn bevoegdheid overdragen overeenkomstig het huis-houdelijk reglement.

De Minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort, kan de directeur-generaal sommige zijner bevoegdheden overdragen.

Art. 6. De rechtsvorderingen als eiser of als verweerde, worden in naam der Régie ingesteld en gevolgd op vervolging en ten verzoeken van de Minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort.

Art. 7. § 1. De R.L.W. is gemachtigd leningen onder om het even welke vorm, aan te gaan.

§ 2. De R.L.W. wordt ertoe gemachtigd te contracteren voor de termijn die zij onontbeerlijk acht, en zulks voor al de nodige leveringen en werken.

Zij kan slechts onderhands onderhandelen in de gevallen waarin de Staat over die mogelijkheid beschikt, behoudens afwijking goed te keuren door de Minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort.

§ 3. Het statuut van het personeel mag de verworven rechten van de voor zijn inwerkingtreding vast benoemd personeelsleden van de regie, in niets schaden.

Art. 8. Er wordt een Comité voor de veiligheid der luchtvaart opgericht, dat een onbeperkt recht van controle en toezicht heeft, tem einde de stipte naleving van de wetten, besluiten en reglementen inzake luchtvaart te verzekeren.

Het kan, zonder verplaatsing, kennis nemen van elk bescheid, dat betrekking heeft op de exploitatie der luchtvaartterreinen. Het deelt zijn opmerkingen mede aan de Minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort.

Dat comité wordt voorgezeten door de secretaris-generaal van het Ministerie, waaronder de burgerlijke luchtvaart ressorteert. Het omvat bovendien drie commissarissen, die door de Koning voor zes jaar worden benoemd, op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort.

Tenminste twee van de commissarissen moeten tot het bestuur der burgerlijke luchtvaart behoren.

Het mandaat der veiligheidscommissarissen duurt zes jaar, en kan hernieuwd worden. Aan de voorzitter en de leden van het veiligheidscomité kan presentiegeld worden toegekend.

Het veiligheidscomité duidt zijn secretaris aan, uit of buiten zijn leden, en stelt de hem toekomende vergoeding voor.

Art. 9. De Staat kan ambtenaars en bedienden ter beschikking van de R.L.W. stellen.

Art. 10. De Koning kan aan leden van het personeel der R.L.W. de bevoegdheid van inspecteur van politie verlenen onder de voorwaarden voorzien bij de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919, betreffende de regeling van de luchtvaart.

Art. 11. De Staat doet ten bate van de R.L.W. afstand van de onroerende goederen gebruikt als luchtvaartterreinen en dezer aanhorigheden.

Hij staat aan de R.L.W. insgelijks af de roerende en onroerende goederen die thans ter beschikking gesteld zijn van de diensten waarvan de werking geheel door die regie zal overgenomen worden.

Voor die afstanden zal een akte van overdracht worden opgemaakt, te verlijden voor een ambtenaar van het Bestuur der Registratie en Domeinen, door tussenkomst van de bevoegde Ministers of dezer gemachtigden en van de vertegenwoordigers der R.L.W.

Art. 12. De R.L.W. kan hetzij in der minne, hetzij door middel van onteigening, in dit laatste geval door tussenkomst van de Staat, al de onroerende goederen verkrijgen welke voor het vervullen van haar opdracht nodig geacht worden.

Les fonctionnaires de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ont qualité pour recevoir les actes par lesquels la R.V.A. acquerra les immeubles nécessaires à ses services.

Art. 13. Les immeubles qui ne sont plus nécessaires à la R.V.A. sont réalisés, à sa requête et à son profit, à l'intervention de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, selon la législation en vigueur pour l'aliénation des biens domaniaux, à moins que l'Etat ne préfère les reprendre à leur valeur.

Art. 14. Les recettes de la R.V.A. consistent :

- 1° dans les droits, redevances, taxes, etc., qu'elle sera autorisée à percevoir;
- 2° dans les revenus de son avoir;
- 3° dans les sommes mises à sa disposition par l'Etat et par les autres pouvoirs publics.

La R.V.A. encaisse ses recettes et effectue ses dépenses, notamment par l'intermédiaire de ses caisses, du caissier de l'Etat, de l'Office des chèques postaux.

Art. 15. Il est institué un fonds spécial destiné à assurer le financement des dépenses de premier établissement.

Ce fonds fera l'objet d'un article spécial à inscrire au budget pour ordre, sous le libellé « Fonds spécial de la Régie des Voies aériennes ».

Il sera alimenté par des crédits à inscrire au budget extraordinaire et par le produit de la réalisation d'immeubles appartenant à la R.V.A.

Art. 16. Il est créé un fonds de renouvellement et d'amortissement destiné :

- 1° à régulariser les dépenses de renouvellement des installations, outillage et approvisionnements, ainsi que les dépenses de reconstruction des bâtiments;
- 2° à amortir les dépenses d'établissement devenues improdutives, notamment par suppression, démolition, mise hors d'usage d'installations et de matériel non remplacé, ainsi que les dépréciations des approvisionnements.

Ce fonds est alimenté par un prélèvement annuel à charge du compte d'exploitation. Le montant de ce prélèvement, calculé de manière à représenter l'amortissement industriel normal des installations, de l'outillage et des bâtiments sera fixé chaque année dans le budget.

Art. 17. Le fonds de réserve a pour objet de parer éventuellement aux malis annuels.

Il est alimenté par :

- 1° les bonus annuels après déduction de 5 p.c. alloués aux œuvres sociales du personnel;
- 2° les revenus de son avoir;
- 3° des subventions annuelles de l'Etat, à inscrire au budget ordinaire du Ministère qui a l'aéronautique civile dans ses attributions pour couvrir le mal de l'éventuel des dépenses d'exploitation.

Lorsque le fonds de réserve dépasse 100 millions, l'excédent est attribué au Trésor public.

Art. 18. La Régie des Voies aériennes établit annuellement un bilan arrêté au 31 décembre de l'année considérée.

Art. 19. Tout agent de la R.V.A. qui manie les deniers est soumis à l'obligation du cautionnement, dont le montant est déterminé par le Ministre des Finances. Le Trésor public a, en outre, privilège sur ses biens, conformément à la loi du 15 septembre 1807,

Tout comptable est justiciable de la Cour des comptes.

Art. 20. La R.V.A. est assimilée à l'Etat pour l'application des lois sur les impôts directs. Elle est exempte de tous impôts ou taxes au profit des provinces et des communes, y compris les taxes rémunératoires.

De ambtenaars van het Bestuur der Registratie en Domeinen zijn bevoegd om de akten te ontvangen waardoor de R.L.W. de voor haar diensten nodige onroerende goederen zal verkrijgen.

Art. 13. De onroerende goederen welke de R.L.W. niet meer nodig heeft worden op haar verzoek en te haren bate verkocht door tussenkomst van het Bestuur der Registratie en Domeinen, overeenkomstig de wetgeving die voor de vervreemding der domaniale goederen van kracht is, tenzij de Staat verkiest ze voor hun waarde over te nemen.

Art. 14. De ontvangsten van de R.L.W. bestaan uit :

- 1° de rechten, vergoedingen, takken, enz. welke zij zal mogen heffen;
- 2° de inkomsten van haar bezit;
- 3° de sommen, door de Staat en de andere openbare besturen te haren beschikking gesteld.

De R.L.W. int haar ontvangsten en doet haar uitgaven inzonderheid door tussenkomst van haar kassen, van de rijkskassier, van het Bestuur der Postchecks.

Art. 15. Er wordt een bijzonder fonds opgericht dat bestemd is om de financiering van de uitgaven van eerste aanleg te verzekeren.

Voor dat fonds zal in de begroting voor orde een bijzonder artikel worden opgenomen onder de benaming « Bijzonder Fonds van de Régie der Luchtwegen ».

Het zal worden gestijfd door op de buitengewone begroting uit te trekken kredieten en door de opbrengst van de verkoop van aan de R.L.W. toebehorende onroerende goederen.

Art. 16. Er wordt een vernieuwings- en afschrijvingsfonds opgericht dat er toe bestemd is :

- 1° de uitgaven voor het vernieuwen van de inrichtingen, uitrusting en voorraden, alsmede de uitgaven voor het wederoptrekken van gebouwen te regulariseren;
- 2° de aanleguitgaven welke improductief zijn geworden, inzonderheid door opheffing, afbraak, buitengebruikstelling van inrichtingen en niet vervangen materieel, alsmede de waardeverminderingen van de voorraden, af te schrijven.

Dat fonds wordt gestijfd door een jaarlijkse opneming ten laste van de exploitatierekening. Het bedrag van die opneming, zo berekend dat het de normale bedrijfsafschrijving van de inrichtingen, de uitrusting en de gebouwen vertegenwoordigt, zal ieder jaar worden vastgesteld in de begroting.

Art. 17. Het reservefonds heeft ten doel eventueel te voorzien in de jaarlijkse tekorten:

- Het wordt gestijfd :
- 1° door de jaarlijkse overschotten, na aftrek van 5 pct. voor de maatschappelijke werken van het personeel;
 - 2° door de inkomsten van zijn bezit;
 - 3° door de jaarlijkse toelagen van de Staat op de gewone begroting van het ministerie tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort uit te trekken tot dekking van het eventueel nadelig saldo der exploitatieuitgaven.

Als het reservefonds meer dan 100 miljoen bedraagt, wordt het overschat aan de Openbare Schatkist toegekend.

Art. 18. De Régie der Luchtwegen maakt jaarlijks een balans op, afgesloten op 31 december van het betrokken jaar.

Art. 19. Ieder bediende van de R.L.W. die geld behandelt is verplicht een borgtocht te storten waarvan het bedrag door de Minister van Financiën, bepaald wordt. De Openbare Schatkist heeft bovendien voorrecht op zijn goederen overeenkomstig de wet van 15 september 1807.

Ieder rekenplichtige is aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen.

Art. 20. De R.L.W. wordt met de Staat gelijkgesteld voor de toepassing van de wetten op de directe belastingen. Zij is vrijgesteld van alle belastingen of takken ten bate van de provinciën en de gemeenten, met inbegrip van de takken voor verstrekte diensten.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les dispositions qui précédent, la Régie des Voies aériennes est soumise aux règles prévues, pour les organismes de la catégorie A, par la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 5 octobre 1970,

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,

Art. 21. Voor al wat niet in de vorenstaande bepalingen is geregeld, is de Regie der Luchtwegen onderworpen aan de regelen die voor de instellingen van de categorie A zijn vastgesteld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 5 oktober 1970.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,

A. COOLS

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

Baron SNOY et d'OPPUERS

Le Ministre des Communications,

De Minister van Verkeerswezen,

A. BERTRAND

MINISTERIE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 26 octobre 1970 M. De Bersaques, A., conseiller émérite à la Cour de cassation, est promu Grand Officier de l'Ordre de Léopold (23 septembre 1970).

Il portera la décoration civile.

Par arrêté royal du 3 novembre 1970 sont promus Commandeur de l'Ordre de Léopold :

MM. :

Gillain, F.A., conseiller émérite à la Cour d'appel de Bruxelles;

Walravens, L.E.A., conseiller émérite à la Cour d'appel de Bruxelles.

Ils porteront la décoration civile.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 8 septembre 1970, sortant ses effets le 4 novembre 1970, est acceptée la démission de M. Detry, E.J.G., de ses fonctions de greffier en chef de la justice de paix du premier canton de Namur.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 30 octobre 1970, M. Daoust, A.X.Gh., référendaire adjoint au tribunal de commerce de Mons, est nommé juge au tribunal de première instance de Mons.

Notariat

Par arrêtés royaux du 2 novembre 1970 :
est acceptée, à sa demande, la démission de M. Bauwens, P.J.A.M., de ses fonctions de notaire à la résidence de Bruxelles.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions;

M. Bauwens, Th.A.D.M.A., docteur en droit, licencié en notariat à Bruxelles, est nommé notaire à la résidence de Bruxelles.

Par arrêté royal du 3 novembre 1970, M. Nicolai, F.M.H., docteur en droit, licencié en notariat à Tongres, est nommé notaire à la résidence de Genk.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 26 oktober 1970 is de heer De Bersaques, A., raadsheer emeritus in het Hof van cassatie, tot Groot-officier in de Leopoldsorde bevorderd (23 september 1970).

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Bij koninklijk besluit van 3 november 1970 zijn bevorderd tot Commandeur in de Leopoldsorde :

de heren :

Gillain, F.A., raadsheer emeritus in het Hof van beroep te Brussel;

Walravens, L.E.A., raadsheer emeritus in het Hof van beroep te Brussel.

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 8 september 1970, met uitwerking op 4 november 1970, is aan de heer Detry, E.J.G., ontslag verleend uit zijn ambt van hoofdgriffier van het vrederecht van het eerste kanton Namen.

Hij mag zijn aanspraak op pensioen doen gelden en is gemachtigd tot het voeren van de eretitel van zijn ambt.

Bij koninklijk besluit van 30 oktober 1970, is de heer Daoust, A.X.Gh., adjunct-referendaris bij de rechtfbank van koophandel te Bergen, benoemd tot rechter in de rechtfbank van eerste aanleg te Bergen.

Notariaat

Bij koninklijke besluiten van 2 november 1970 :
is aan de heer Bauwens, P.J.A.M., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Brussel.

Hij is gemachtigd tot het voeren van de eretitel van zijn ambt;

is de heer Bauwens, Th.A.D.M.A., doctor in de rechten, licentiaat in het notariaat te Brussel, benoemd tot notaris ter standplaats Brussel.

Bij koninklijk besluit van 3 november 1970, is de heer Nicolai, F.M.H., doctor in de rechten, licentiaat in het notariaat te Tongeren, benoemd tot notaris ter standplaats Genk.